



Actualité Social

INTERVIEW

« L'emploi public ne peut plus avoir le rôle d'ascenseur social! »

Entretien : **Gabriel Gallion** | France-Antilles Martinique | 30.05.2011



A ce poste depuis un an et demi, le « patron des patrons » martiniquais dresse un tableau de la situation économique et tire un premier bilan de son mandat.

Vous avez été élu en 2009. Le contexte économique n'a pas beaucoup évolué depuis. Craignez-vous le pire ?

Cyril Comte président du Medef Martinique. Cela ne sert à rien de craindre le pire car ce n'est une attitude constructive. Notre rôle est d'alerter suffisamment en amont les pouvoirs publics locaux et nationaux sur un certain nombre de domaines liés à notre développement économique. Nous portons une conviction au Medef qui est de croire que le développement économique, donc la résorption du chômage, se fera par le développement des entreprises, donc de l'économie privée. Il ne peut plus être soutenu par le développement de la fonction publique. Tout le monde est conscient qu'une page a été tournée depuis quelques années et que l'emploi public, qui a joué le rôle d'ascenseur social, ne peut plus le tenir. Pour une simple raison : il n'y a plus d'argent.

Ne serait-ce pas plutôt l'incapacité de la fonction publique à offrir plus d'emplois, compte tenu de la taille du pays ?

Peut-être. Mais la pression sur les emplois publics est réelle, compte tenu de la dette publique. Et puis, il y a un effet mécanique. Si le secteur privé ne peut pas produire beaucoup de valeur ajoutée, donc de la richesse, le secteur public ne peut pas faire plus que ce que la richesse

nationale lui permet de faire. La question aujourd'hui est : comment fait-on pour développer l'emploi ? Nous sommes dans une situation désastreuse avec plus de 41 000 chômeurs aujourd'hui.

Ce chiffre est important. Mais n'est-il pas la résultante d'un trop grand nombre de demandeurs d'emploi par rapport au marché ?

Je ne dirai pas qu'il y a trop de demandes d'emploi. Mais la question est importante, car il y a un discours ambiant qui conduirait à déplacer nos chômeurs. Ce qui ne serait pas la solution, car le chômage est partout autour de nous. Je dirai que c'est un problème d'offre. Et il y a aussi des freins à l'embauche. Nous n'avons pas autant de chômeurs par hasard. Il y a des freins qui sont liés à la formation. Il y a ceux qui sont liés au fait que notre économie est peu dynamique. Ceci parce que nous avons des coûts de revient, de production et d'importation, très importants, équivalents à ceux de la métropole et de l'Europe.

Ils ne permettent pas de développer des secteurs majeurs d'activité, parce que le rendement sera négatif...

Parce que nous sommes sur une île ?

Oui, en partie. Mais je suis surtout inquiet par ce que nous appelons l'injonction paradoxale. C'est venir dire à quelqu'un qu'il doit faire quelque chose qu'il ne peut intrinsèquement pas faire. C'est quelque chose que l'on étudie en psychologie, car cela rend fou. On vit des situations d'injonction paradoxale à la Martinique. On nous explique que l'aide fiscale à l'investissement et les transferts sociaux sont de moins en moins disponibles, mais, on s'empresse d'ajouter : vous pouvez les compenser par le développement endogène! Sur le principe : c'est un discours de responsabilisation qui est recevable. Encore faut-il qu'il soit réalisable. Prenons l'exemple de l'industrie. Nous sommes dans la pure injonction paradoxale. Il existe une petite industrie martiniquaise qui est essentiellement permise par l'exonération d'octroi de mer sur certains codes douaniers. Cela crée une différence suffisante entre l'importation et la production locale. Mais cette exonération d'octroi de mer a été prédéterminée en 2004 sur des codes douaniers qui n'ont jamais été révisés. Tout autre projet qui n'entre pas dans les codes de 2004 est impossible aujourd'hui. C'est l'exemple de la parfumerie locale car l'octroi de mer qui lui sera appliqué est le même qui concerne l'importation.

Le dialogue social est en panne. Comment expliquer que les partenaires sociaux ne puissent plus trouver un terrain d'entente et négocier mieux ?

Je dirai que là aussi nous vivons une situation de grand paradoxe. Ici plus que partout ailleurs, nous avons une vraie compétence en matière de dialogue social. Parce que c'est un enjeu particulièrement sensible historiquement, et sur lequel nos chefs d'entreprises sont devenus bien meilleurs que nos homologues de Métropole. Ce que nous voulons au Medef : c'est dialoguer. Dès mon élection, j'ai invité toutes les organisations syndicales salariales pour dialoguer en amont des dossiers. J'ai eu à affronter des syndicats qui ont pour souci de créer un autre type de société et un autre type de rapport.

Ils feraient plus de politique que de syndicalisme ?

C'est un constat. J'ai proposé de monter un comité pour le développement économique de la Martinique où nous aurions pu chercher ce qui nous rapproche, et construire des consensus plutôt que de mettre le doigt sur ce qui nous divise. Malheureusement c'est un échec complet.

Le développement économique de la Martinique est-il intrinsèquement lié à un soutien fiscal à l'investissement et des exonérations de charges sociales ?

Dire le contraire est un mensonge. Il suffit de regarder notre environnement pour le comprendre. Le coût du travail dans ces pays est sans rapport avec le nôtre. Si nous n'avions pas l'aide sociale et fiscale que nous avons depuis 25 ans, il y a quantité d'infrastructures qui n'existeraient pas. Et il revient à l'État de ne pas nous mettre dans des situations d'injonction paradoxale.



Article précédent
EDF : fin des coupures

Article suivant
Les élus de l'Espace sud se réunissent ...